

Le scandale Publifin, dernier boulet du PS wallon

Un vaste système de paiement de jetons de présence éclabousse les élus belges francophones socialistes

BRUXELLES - correspondant

Un sondage catastrophique samedi 1^{er} juillet, un congrès qui met son président en minorité dimanche, le rapport dévastateur d'une commission d'enquête du Parlement de Wallonie lundi: le Parti socialiste francophone belge de l'ex-premier ministre Elio Di Rupo traverse une crise existentielle. La formation politique a peu de temps pour espérer se redresser, alors qu'elle est exclue du gouvernement fédéral et que son allié dans les gouvernements régionaux, le Centre démocrate humaniste (CDH), recherche depuis deux semaines des alliés pour la renverser en Wallonie et à Bruxelles.

Lundi, au Parlement wallon, un rapport d'enquête a mis en évidence une série impressionnante de dérives au sein de Publifin, une société tentaculaire active dans l'énergie, la finance, les médias, la technologie... Les révélations sur son fonctionnement ont, en fait, marqué le début de la descente aux enfers du PS, à la fin 2016.

« Activité occupationnelle »

Publifin était, au départ, une société intercommunale de la province de Liège, regroupant des municipalités majoritairement socialistes. Elle a créé avec son outil opérationnel, Nethys, d'innombrables filiales, souvent très éloignées de sa mission de service public, et investi massivement en Belgique et à l'étranger (20 % du groupe Nice-Matin et 11 % de *La Provence*, en France). Un patrimoine qui, à en croire son ex-président, le socialiste André Gillès, serait valorisé à 3 milliards d'euros s'il était introduit en

Bourse. Mais ce chiffre est invérifiable: l'entreprise a cultivé le secret sur ses comptes, ses structures et son fonctionnement.

Le public, lui, s'est rapidement noyé dans un flot d'informations, mais aura retenu un élément: des responsables des trois grands partis de Wallonie – mais surtout le PS, qui domine à Liège – ont été payés à ne (presque) rien faire. Durant trois ans, ces élus ont gagné de 66 à 503 euros... à la minute, pour de rares réunions.

C'est un élu centriste d'une petite commune, Cédric Halin, qui a découvert le pot aux roses que personne n'avait voulu chercher: plus d'une vingtaine de politiques touchaient jusqu'à 2800 euros par mois sans réelle contrepartie exigée. Ils étaient membres de comités « à vocation consultative » et touchaient un montant fixe, sans obligation de participer à quoi que ce soit. Leurs prestations se résumaient à « une sorte d'activité occupationnelle », dira M. Halin. La commission d'enquête parlementaire a exigé, lundi, que ces élus remboursent les sommes qu'ils ont indûment perçues – 2,3 millions au total.

L'affaire n'a entraîné jusqu'à présent que quelques démissions, dont celle du ministre wallon des pouvoirs locaux, Paul Furlan (PS). Les députés, qui ont mis en évidence beaucoup d'autres éléments, ont décidé de transmettre

**Des élus
ont touché,
pendant trois ans,
de 66 à 503 euros
la minute pour
de rares réunions**

LE CONTEXTE

DÉCLIN

La publication du rapport de la commission d'enquête du Parlement wallon, lundi 3 juillet, sur

à la justice une quinzaine d'« indices d'infraction pénale »: dissimulation, conflits d'intérêts, prises illégales d'intérêt, abus de confiance et de biens sociaux, recel..., ainsi qu'une « augmentation anormalement élevée des rémunérations et avantages des membres du comité de direction » de Nethys.

Stéphane Moreau, son patron, démissionnaire du PS et maire de la commune d'Ans, a ainsi révélé qu'il avait gagné environ 840 000 euros en 2015, cumulés à d'autres revenus d'administrateur et à son salaire de maire – soit 1 million par an environ. D'autres

administrateurs – pas seulement socialistes – crevaient eux aussi allègrement le plafond fixé, en principe, à 245 000 euros par an pour les rémunérations publiques. Et ce n'est pas l'attitude, hautaine ou méprisante, de certains, lors de leur comparution devant la commission, qui pouvait leur valoir l'indulgence des députés, même PS.

Un chercheur en sciences politiques d'origine liégeoise, François Gemenne, s'était fait tancer, au début de l'affaire, pour avoir comparé Publifin-Nethys à un « système mafieux », en clair: une structure arrosant des politiques pour s'assurer leur silence et leur indulgence. Ceux qui ont découvert l'ampleur du scandale ne sont toutefois pas loin de lui donner raison. « Mafieux? Tout est question de vocabulaire, je dirais en tout cas des abus et des pratiques inadmissibles », déclare le député écologiste Stéphane Hazée, membre de la commission d'enquête. « On a bâti un système le plus complexe possible pour que l'actionnariat public ne décide plus rien et que le management ait les mains libres », dit le li-

béral Pierre-Yves Jeholet.

Domination

Ajouté au récent scandale du Samusocial de Bruxelles, qui a entraîné la démission du maire PS de la ville, Yvan Mayeur, accusé d'avoir touché de l'argent au détriment de cette association d'aide aux pauvres, l'affaire Publifin changera-t-elle réellement aux pauvres, l'affaire Publifin changera-t-elle réellement la gouvernance en Wallonie? « Seule une sanction électorale majeure pourrait entraîner un vrai bouleversement au PS », estime M. Gemenne.

Fort de ses résultats aux élections (31 % en Wallonie et 26,7 % à Bruxelles en 2014) et de sa présence presque continue au pouvoir, le PS a assuré sa domination sur de nombreux rouages de l'administration, des organismes publics et de diverses structures publiques qu'il a créées dans les régions pour y caser ses hommes et ses femmes. Pour beaucoup, cela rend quasiment impossible l'idée de gouverner sans lui, ce dont rêve pourtant le président du CDH, Benoît Lutgen. Il a décidé, fin juin, de négocier un accord avec d'autres formations.

Le résultat reste incertain mais M. Di Rupo a de nombreux soucis. L'appel à l'unité qu'il a lancé dimanche, lors d'un congrès de son parti, pourrait ne pas être entendu et les sondages lui sont très défavorables. Le dernier en date – commandé par le Parti libéral du premier ministre fédéral, Charles Michel – annonce une chute vertigineuse du PS, qui perdrait plus de la moitié de ses électeurs à Bruxelles et 40 % en Wallonie. M. Di Rupo voulait appliquer le principe du mandat unique, son congrès a préféré limiter les revenus des élus. Au PS, personne n'est certain que cela suffira à éviter la chute. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

l'affaire Publifin, plonge un peu plus le Parti socialiste dans la tourmente. Le parti d'Elio Di Rupo est éclaboussé par ce scandale politico-financier alors qu'il risque de perdre le contrôle des gouvernements régionaux, à Bruxelles et en Wallonie. Il est exclu du pouvoir fédéral depuis 2014, alors que M. Di Rupo a été

premier ministre de 2011 à 2014. Le parti s'interroge désormais sur sa survie et affronte la concurrence de la gauche radicale. M. Di Rupo a présidé dimanche un congrès qui a tenté d'aboutir à un accord sur quelques réformes. Au sein du PS, certains réclament la démission du président.